

Lot 01 Terrassement

1 ETENDUE DES TRAVAUX – REGLEMENTATIONS – NORMES

1.1 Objet du présent CCTP

Objet du présent marché

Le présent descriptif a pour objet de définir l'ensemble des travaux nécessaires concernant la construction de la Mairie de Castirla situés à CASTIRLA;

Chaque Entrepreneur est tenu de prendre connaissance de la totalité des pièces du dossier d'appel d'offres et de leur contenu exhaustif, en particulier de tous les corps d'état et de tous des plans, il ne pourra se prévaloir de l'ignorance ou de la méconnaissance des documents cités aux chapitres suivants.

Les aménagements extérieurs communs sont prévus avec tous les raccordements sur les réseaux divers existants et tous les travaux de VRD.

1.2 Etablissement de l'offre

L'Entrepreneur du présent lot est réputé avoir pris connaissance, outre le présent document :

- Du CCTC« Cahier des Clauses Techniques Communes » où sont décrites les conditions engageant communément les corps d'état divers participant à l'opération, ainsi que les dispositions communes relatives à la gestion des déchets et des frais généraux assumés par le lot gros- œuvre seul et ceux répartis au titre du compte pro-rata.
- Des CCTP de tous les autres Corps d'états. Il est donc réputé connaître d'une manière précise la nature, la qualité et la désignation des ouvrages sur lesquels il doit intervenir ainsi que les interfaces entre ses ouvrages et ceux des autres corps d'état.
- De l'étendue exacte des travaux à réaliser du fait de la (des) visites effectuée(s) sur les lieux.

Les candidats sont invités à lire attentivement chaque article du présent document, afin de prendre la mesure exacte des prestations à réaliser. Le fait de formuler une offre implique l'acceptation, sans réserve, des conditions d'exécution du marché. Toutes les prestations et la mise en œuvre de tous moyens nécessaires pour parvenir à leur exécution seront exigées.

Tous les travaux devront être exécutés conformément aux stipulations des règlements départementaux, communautaires, municipaux et de leurs différents additifs applicables à la date d'exécution

Pour l'établissement de son offre, l'entrepreneur procédera a obligation de se rendre sur le place pour une visite très détaillée du site dont il sera réputé avoir une parfaite connaissance et ce afin d'apprécier par lui-même la nature, et les sujétions concernant les travaux à réaliser dans le cadre de son marché ainsi que les possibilités d'accès qui lui permettra de remettre une offre globale et forfaitaire.

Le Marché étant traité à prix global et forfaitaire, l'Entrepreneur devra assurer toutes les fournitures et mises en œuvre nécessaire au complet achèvement de ses ouvrages.

Dans le présent document, le maître d'œuvre s'est efforcé de renseigner aussi exactement que possible les entreprises sur la nature et l'importance des ouvrages à exécuter, mais il est spécifié que les dispositions de ce document n'ont pas un caractère limitatif. Il est précisé en outre, que les Plans, le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ne sont remis aux entreprises que pour fixer d'une manière générale, la nature et l'importance des travaux nécessaires à la réalisation du présent programme. S'il constate des erreurs ou des omissions dans les documents remis (C.C.T.P, Plans Notes de calculs, etc...), il doit demander tous éclaircissements nécessaires au maître d'œuvre, en temps utile.

L'entreprise est, de par sa qualification, apte à palier à tous défauts d'énonciation, de ce fait l'entrepreneur ne pourra arguer postérieurement à la signature du marché, d'un oubli, d'une omission, d'une erreur ou d'une interprétation erronée d'un document pour ne pas exécuter les travaux nécessaires à la terminaison totale et à la parfaite finition de son lot. Toute incompréhension ou détection éventuelle d'imprécision, devra être signalée lors de la période mise au point des marchés, pour permettre la prise en compte, si nécessaire, des remarques soulevées par l'entrepreneur. Il ne pourra prétendre à aucun supplément de prix pour des travaux indispensables mais non décrits, ni se dérober devant l'obligation de conformité et du respect des réglementations en vigueur régissant les travaux de sa spécialité. Le présent CCTP ne peut, en conséquence, être dissocié des CCTP des autres corps d'état et des documents, écrits ou graphiques, dont l'ensemble constituera le dossier Marché.

La Décomposition de Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.), joint au C.C.T.P., est donnée à titre indicatif, l'entrepreneur est tenu de vérifier les quantités proposées afin de s'assurer de leur exactitude et de les rectifier si nécessaire. Avant la remise de son offre de prix, l'entrepreneur devra se renseigner auprès du maître d'œuvre, de la nature et de l'importance des travaux des autres corps d'état de manière à inclure dans son offre toutes sujétions et travaux nécessaires à une parfaite finition de son lot.

En résumé, font partie du présent cahier tous les travaux nécessaires au complet achèvement des ouvrages projetés et ceci dans tous leurs détails et suivant les règles de l'art. Par ailleurs, si préalablement ou en cours d'exécution, des modifications d'ordre secondaire, travaux accessoires et annexes inhérents à tout chantier s'avèrent nécessaires, l'entreprise ne saurait, de ce fait, demander une quelconque plus-value. D'autre part si après une semaine, l'entreprise ne porte toujours pas l'effectif nécessaire sur le chantier, cette carence sera considéré comme une rupture unilatérale du contrat de marché qui le lie au maître d'ouvrage.

1.3 Classements incendies des bâtiments

Mairie:

Classement : Etablissement du 2^{ème} Groupe

Type W,L

5^{ème} catégorie

Voir Arrêté de Permis de Construire et Rapport de Prévention ERP/IGH joint au CCTC.

Construction de la Mairie

Maître d'Ouvrage : Commune de Castirla

1.4 Documents de référence contractuels

Les références de produits données dans le présent CCTP sont données à titre indicatif et tout produit « techniquement équivalent » de marque différente pourra être proposé. Les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques normes, règlements et textes en vigueur à la date de la signature du marché et notamment les suivants :

- _ DTU 11 - Sondage des sols de fondation
- _ DTU 12 – Terrassements
- _ DTU 40.5. - Evacuation d'eaux pluviales
- _ DTU 60.32 et 60.33 Canalisations en PVC pour l'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées.
- _ Norme NF X 46-010 (10/2004) Santé et sécurité du travail.

2ème famille

5e catégorie type M HORS MARCHÉ

Loi du 11 Février 2005, ses arrêtés et décrets d'application (PMR)

Normes NF : toutes les normes françaises

Dossier de plans de DCE du BET Structure :	Sans Objet ;
Rapport d'étude de sol :	En Attente ;
Rapport initial du bureau de contrôle :	En Attente ;
PGC du coordonnateur SPS :	En Attente ;
Etude Thermique et Fluides du BET :	En Attente ;
Etude BET VRD :	En Attente .

1.5 Etendue des travaux

Les prestations à la charge de l'entrepreneur comprennent tous les travaux de sa spécialité tels que définis dans le présent document y compris tous les ouvrages annexes et accessoires destinés à la finition complète et parfaite de l'œuvre dans le cadre des pièces contractuelles et de la réglementation en vigueur. L'entrepreneur est chargé de la réalisation des ouvrages décrits ci-après dans les pièces écrites et graphiques du DCE. L'entrepreneur doit la réalisation de ces ouvrages de façon complète y compris les travaux nécessaires découlant des études détaillées et d'exécution, même si ces derniers ne figurent pas explicitement sur les plans et documents du DCE.

L'entrepreneur reconnaît avoir une connaissance totale des documents techniques (normes, règlements, pièces écrites, plans d'architecture, plans des bureaux d'études, rapports divers, etc.). En cas d'omission dans les pièces écrites ou sur les plans, ou, en cas d'incohérence ou de contradiction entre les pièces entre elles ou avec les normes et les règlements, l'entrepreneur est tenue de faire état de ses observations avant la signature du marché.

Passé ce délai, aucune objection ne sera admise, celui-ci faisant son affaire, dans le cadre du forfait de son marché, pour exécuter les travaux selon mise en harmonie des pièces et plans entre eux et avec les normes et règlements en vigueur. L'entrepreneur s'engage à réaliser, dans le cadre du forfait de son marché, l'ensemble des travaux jusqu'à leur complet achèvement, dans le respect des normes et règlements en vigueur Cahier des Charges et Règles de calcul des Documents Techniques Unifiés.

1.6 Obligations générales

Dans le cadre de son estimation, l'entrepreneur est tenu de livrer ses ouvrages en conformité avec les normes et règlements en vigueur suivant articles suivants, même si certaines dispositions qui en découlent ne sont pas rappelées dans le présent document.

1.7 Certification et démarche qualité

L'opération bénéficie de la conformité RT2012 pour les Logements.

L'entreprise est tenue de prendre en compte tous les objectifs qualitatifs recherchés par le Maître d'Ouvrage en vue de l'obtention de ce label. Dans ce cadre, une attention particulière est demandée au titulaire du présent lot, dans le respect des prescriptions induites par ce label, notamment dans le traitement de la perméabilité à l'air du bâtiment.

L'ensemble des corps d'état concernés par la validation des essais de perméabilité à l'air devra se conformer aux :

- DTU et Avis Techniques correspondants,
- Préconisations et notices des industriels et fabricants,
- Classification et certification des matériaux et composants,
- Norme EN 13829 (enveloppe) et EN 12237 (réseaux).

1.8 Exigences réglementaires et administratives

L'entreprise devra respecter les exigences réglementaires et administratives et adapter les accès chantier en conséquence. Veiller à organiser au mieux l'approvisionnement du chantier et les enlèvements (horaires, itinéraires, concertation avec les services administratifs)

L'entreprise doit établir dans son offre la liste estimative des déchets produits selon l'avancement du chantier,

L'entreprise doit établir les quantités de déchets produits selon l'avancement du chantier.

Lors du déroulement du chantier, et afin d'en conserver une parfaite traçabilité, les entreprises doivent fournir au Promoteur les enregistrements relatifs à l'élimination des déchets : composition et devenir des déchets, tri et gestion des déchets de travaux.

Prévoir un branchement électrique opérationnel pour éviter le recours à un groupe électrogène. _ Utilisation systématique de produits certifiés dans les catégories de produit qui le sont aujourd'hui ou, à défaut, justifiant de caractéristiques équivalentes.

Déchets à évacuer et trier dans les bennes prévues à cet effet.

Construction de la Mairie

Maître d'Ouvrage : Commune de Castirla

1.9 Gestion des déchets de chantier

Le présent article a pour objet de définir les prestations spécifiques à la "Gestion des déchets de chantier" dont l'entreprise de gros œuvre sera responsable. Il précise les conditions d'exécution des travaux relatifs à la mise à disposition des bennes dans l'enceinte d'une plate-forme à aménager, au transport des déchets, à l'élimination et à la valorisation des déchets de construction produits sur le chantier. Le tri et la dépose des déchets dans les bennes seront obligatoirement réalisés par les entreprises attributaires des différents lots.

Le soumissionnaire prendra connaissance des CCTP relatifs aux autres lots, et ceci afin de définir la nature et les quantités de déchets produits ou de déceler les incompatibilités éventuelles entre les différents travaux. De ce fait, l'entrepreneur ne pourra invoquer l'oubli de certaines prestations, ni prétendre à suppléments qui pourraient en découler.

1.10 Contenu et limites des prestations

Sont compris au présent devis :

La main d'œuvre et la manutention nécessaire à la bonne exécution des travaux,

L'évacuation de tous les déchets vers les filières appropriées, conformément à la réglementation.

Dans le doute, l'entreprise devra s'assurer des limites de ses prestations, en consultant en détail les différents descriptifs. Elle dispose auprès du Maître d'œuvre ou du Maître d'Ouvrage des pièces écrites des autres lots.

En aucune façon, elle ne pourra se prévaloir du manque de précision des plans, descriptions et documents divers pour refuser l'exécution dans les conditions de base du marché.

Les éventuelles modifications souhaitées par l'entreprise adjudicataire devront faire l'objet d'un accord de la part du Maître d'œuvre et du bureau de Contrôle. Tous les travaux de références différents de ceux prévus aux pièces du marché et qui n'auraient pas obtenu l'agrément du Maître d'œuvre avant exécution, seront refusés.

1.11 Remise des offres et responsabilités de l'entreprise

1.11.1 Remise des offres

Chaque entreprise sera tenue de répondre à la proposition de base et remplir son bordereau de prix par poste.

1.11.2 Caractères du prix global et forfaitaire

Les prix s'entendent tout compris : main d'œuvre, manutention sur le site des conteneurs et bennes, reprise de manutention et de transport, participation aux réunions de chantier, analyse éventuelle, tri, formation et information des entreprises sur le tri.

Le coût de la location des conteneurs et contenants divers (poubelles, conteneurs, bacs de rétention, fûts, ...), le coût de transport et d'élimination et/ou de valorisation des déchets seront répartis entre entreprises selon une clé de répartition définie au .

Le présent dossier ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description de tous les matériels ou travaux, il reste entendu que seront compris dans le prix forfaitaire, tous les travaux indiqués et décrits par le Maître d'œuvre, ainsi que ceux implicitement nécessaires à la parfaite réalisation des travaux dans toutes les règles de l'art.

Les entreprises s'étant rendu compte des travaux à réaliser, de leur importance et de leur nature, reconnaissent qu'elles ont suppléé par leurs connaissances professionnelles dans leurs spécialités, aux détails qui pourraient être omis dans les différences pièces du dossier.

2 SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

2.1 Prescriptions générales

Durant l'exécution de ses travaux, l'entrepreneur devra prévoir et exécuter tous les blindages, soutènements, étaitements qui s'avéreraient nécessaires. Les fonds de fouilles seront dressés horizontalement suivant un plan ou des plans successifs aux cotes du projet.

Pour assurer la stabilité des parois de fondations, l'entrepreneur prendra toutes les dispositions pour assurer le confortement. Dans le cas où l'entrepreneur ne prendrait pas toutes les dispositions voulues à ce sujet, tous les frais entraînés par des éboulements éventuels lui seraient imputés.

Pendant l'exécution des déblais, l'entrepreneur devra préserver la bonne tenue de ses ouvrages en assurant l'évacuation le plus vite possible des eaux de ruissellement. Pour ce faire, l'entrepreneur prévoira en temps utile tous petits ouvrages provisoires, tels que saignées, rigoles, fossés, etc. ... nécessaires pour permettre l'écoulement gravitaire des eaux. En cas d'impossibilité d'écoulement gravitaire, il sera tenu d'assurer le pompage des eaux.

Dans le cas où l'entreprise rencontrerait de l'eau dans les travaux de terrassement, elle devra l'épuisement en permanence pendant la durée des travaux, cette prestation fait partie intégrante du terrassement, sans pouvoir faire l'objet de supplément.

2.2 Connaissance des lieux

L'entrepreneur aura pris connaissance des lieux, en particulier en ce qui concerne :

La situation géographique du lieu et des contraintes induites,

Les limites d'emprise du chantier, avoir pris parfaitement connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et conditions générales et particulières qui y sont attachées,

Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installation de chantier; de stockage et leurs contraintes, notamment en ce qui concerne les approvisionnements de matériaux, des disponibilités en eau et en énergie électrique,

Les contraintes particulières d'exécution des travaux liés aux avoisinants (habitations, réseaux enterrés et aériens, végétations, etc.) et autres réglementations portant sur les nuisances sur le site.

En résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Il ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, à des interruptions ou à des prolongations de délais.

Construction de la Mairie

Maître d'Ouvrage : Commune de Castirla

2.3 Etudes techniques

2.3 Etudes techniques

Les études techniques de structure sont à la charge du titulaire du présent Lot.

Les plans d'exécutions sont à la charge du présent lot.

2.4 Documents à fournir

A la remise de l'offre : L'entrepreneur devra présenter un dossier technique comprenant les éléments suivants :

- Une notice descriptive et explicative des installations proposées
- Planning de travaux
- Une notice de présentation de l'entreprise
- Références de l'entreprise en travaux et projet similaires
- Effectif de l'entreprise
- Effectif défini pendant la durée des travaux
- Qualification de l'entreprise
- Qualification du personnel

— Le bordereau quantitatif estimatif détaillé avec tous les prix unitaires en respectant le cadre établi. Ces prix unitaires s'entendront comprenant la fourniture, la main d'œuvre de manutention et de pose, les essais et réglages, les travaux accessoires, les frais généraux et aléas de toutes sortes ainsi que toutes sujétions implicites au marché.

Dans le cas où la marque et le type d'appareil et ou matériaux seraient différents du présent CCTP, l'entrepreneur fournira une nomenclature des matériels et ou matériaux proposés avec leurs principales caractéristiques.

L'entreprise adjudicataire du présent lot tiendra compte du fait que les plans joints au dossier ne sont que des plans « guides ».

L'implantation et la disposition de toutes les parties, seront arrêtées au cours des travaux, des études d'exécution et de la synthèse.

La sélection précise de tous les matériaux et matériels sera soumis aux Maîtres d'Ouvrage et d'Œuvre pour accord avant exécution.

L'entrepreneur devra également prendre en compte, dans son offre, les contraintes suivantes (liste non exhaustive) :

- toutes les démarches administratives
- toutes les livraisons de matériel devront être réalisées en accord avec les autorités compétentes locales (maître d'œuvre, pilote du chantier...)
- aucun matériel ne sera stocké en dehors des limites du chantier
- les travaux seront exécutés dans le cadre du planning du dossier
- prise en compte des dossiers architecte et structure

En fin de travaux, en complément du CCAP, l'entrepreneur fournira :

Notice d'exploitation et de maintenance conforme, celle-ci comprendra pour chaque élément fonctionnel la désignation, le repère, la localisation, la marque, le type, les caractéristiques techniques et la quantité Les gammes de maintenance, fréquence d'entretien.

2.5 Limites des prestations

Prestations principales à la charge du présent lot TERRASSEMENT :

L'énumération des différentes natures d'ouvrages n'est donnée qu'à titre indicatif et ne présente pas un caractère limitatif ni restrictif. L'entrepreneur du présent lot devra le parfait et complet achèvement des travaux de sa spécialité nécessaires à la réalisation de l'ouvrage exécuté dans les règles de l'art, suivant les réglementations des normes et D.T.U. en vigueur.

2.6 Implantations

L'entrepreneur du lot fera son affaire de l'implantation générale du bâtiment et des aménagements extérieurs à partir de repères existants implantés dans le terrain.

A partir de ces repères, l'entrepreneur du lot Gros Œuvre implantera les fondations du bâtiment, avec des repères inamovibles sur le terrain et les bordures de trottoirs (clous, traits de scie sur la pierre ou le granit et chiffres peints à la peinture indélébile). Ce dernier devra le maintien et la protection des points et niveaux matérialisés pendant toute la durée du chantier.

2.6.1 Géomètre Expert

La réalisation du plan d'implantation en coordonnées, à partir du plan d'implantation Architecte est à la charge du lot Gros Œuvre. Lors de l'établissement de ce plan, comprenant les limites parcellaire et l'implantation du bâtiment, vérification devra être faite que la totalité des ouvrages à construire peut être contenu dans les limites du terrain.

Les prestations prévues au marché seront effectuées obligatoirement par un Géomètre Expert.

2.6.2 Base d'implantation

La mise en place sur le terrain d'une base d'implantation suffisante, en planimétrie et en altimétrie, est à la charge du lot .

L'Entrepreneur fera procéder à ses frais, et sous sa responsabilité par le géomètre désigné ci avant à la mise en place des repères de planimétrie et de nivellement attachés aux niveaux NGF.

2.6.3 Implantation

L'implantation et le nivellement des bâtiments par le géomètre expert, est à la charge de L'Entrepreneur du lot Gros Œuvre. L'implantation des bâtiments et la vérification des prospectus doivent être exécutés pour l'ensemble des bâtiments, de manière à déceler en temps voulu et avant exécution des ouvrages toute anomalie éventuelle. La base d'implantation sera matérialisée avec des repères inamovibles, par des bornes en béton et des chaises fixes, placées en dehors de l'emprise des bâtiments et portant encoches ou marques nécessaires à la détermination des contours des ouvrages.

Les erreurs de côtes et d'altitude que les opérations d'implantation pourraient révéler doivent être immédiatement signalées au Maître d'Œuvre en vue d'apporter les modifications nécessaires au bon déroulement du chantier Le titulaire du lot Gros Œuvre devra en outre assurer la liaison avec les différentes administrations afin de vérifier que les alignements, cotes de raccordements des VRD, voies, égouts et fluides divers sont compatibles avec les implantations qu'il réalise.

Construction de la Mairie

Maître d'Ouvrage : Commune de Castirla

L'Entrepreneur du lot Gros Œuvre sera responsable de la conservation des repères, des points et niveaux matérialisés pendant toute la durée du chantier et devra, le cas échéant, effectuer les déplacements de ceux-ci à ses frais, sur la demande du Maître d'Œuvre. L'Entrepreneur du lot Gros Œuvre devra faire approuver ces implantations par l'administration, en particulier pour les alignements et les mitoyennetés.

Il devra en outre faire établir, à ses frais, un Procès-verbal d'implantation par le Géomètre désigné ci-avant, après avoir matérialisé les angles de tous les bâtiments et avant coulage des fondations.

Faute de respecter cette consigne, il sera tenu pour seul responsable de toute anomalie ou erreur d'implantation constatée ultérieurement.

2.6.4 Procès-verbal

Un procès-verbal avec plan sera dressé par le Géomètre cité ci avant, aux frais de l'entreprise de Gros Œuvre. Ce document qui sera établi une semaine après l'O.S. précisera les points évoqués aux articles ci- avant (bornage du terrain, implantation des bâtiments, etc. ...) ainsi que :

Les axes et alignements de base.

Les cotes de niveau des rez de chaussée.

Les cotes de niveau fini des voiries et des abords du bâtiment.

Ce document sera remis à l'Architecte qui vérifiera la concordance avec le projet et sera ensuite adressé au Maître de l'Ouvrage. L'Entrepreneur général devra toujours avoir sur le chantier, à la disposition du Maître d'œuvre les appareils nécessaires à la vérification des ouvrages. Il devra également la main d'œuvre à disposition des techniciens chargés de ces vérifications.

Toutes ces prestations ainsi que les autres implantations de ses ouvrages sont à la charge de l'Entrepreneur. L'Entrepreneur conserve l'entière responsabilité de toutes les implantations des bâtiments.

2.6.5 Servitudes publiques ou privées

L'Entrepreneur doit se mettre en rapport avec tous les Services Concessionnaires, (Commune, D.D.E, Service des Eaux, E.D.F, P.T.T, Régies, ...), afin d'obtenir tous renseignements utiles pour l'exécution de ses travaux. Il doit se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents de ces Services ou des Organisations désignées par eux (Consuel par exemple).

Il doit fournir tous les documents, toutes les pièces justificatives demandées. Il doit obtenir tous les accords nécessaires, tant pour les installations faisant partie de la concession que pour les installations intérieures.

Transmettre au Maître d'Ouvrage tous les renseignements qu'il a recueillis au cours de contacts et qui concernent, soit la construction, soit l'exécution de travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations.

Obtenir tous les certificats de conformité nécessaires de contrôle ou de vérification, signaler aux Services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de commencement et de terminaison de chacune de ses interventions.

L'Entrepreneur doit, au moment opportun et de son propre chef, effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des Services compétents afin d'obtenir en temps voulu, la mise en service des installations. Il doit, enfin, se procurer et remplir les formalités nécessaires, les faire signer par le Maître d'ouvrage, et les remettre aux Services intéressés.

Il est rappelé que l'Entrepreneur est responsable des contraventions de toute nature qu'il peut encourir du fait de la non-observation des règlements locaux de voirie et qu'il doit en conséquence faire toutes les démarches utiles auprès des services compétents.

L'Entrepreneur du lot Gros Œuvre sera tenu de faire les demandes et démarches nécessaires pour les demandes d'alignement, les autorisations de voirie, d'ouverture de chantier.

L'Entrepreneur du lot Gros Œuvre sera tenu de faire les demandes et démarches pour le branchement et l'alimentation du chantier conformément au PGC du Coordonnateur SPS. L'Entrepreneur du lot Gros Œuvre devra l'installation de chantier conformément au PGC.

L'entreprise est tenue de prendre à sa charge tous les désordres pouvant être subis par les riverains du fait du chantier :

Occupation temporaire

Remise en état des clôtures

Privation de jouissance

Désordre ou incident sur les réseaux publics.

Liste non exhaustive.

2.7 Installation de chantier – Clôtures

L'installation de chantier sera à la charge de l'entreprise de Gros Œuvre compris les clôtures et le portail, et dans le parfait respect de toutes les prescriptions du SPS. L'entreprise du Gros Œuvre devra les bennes (à déchets et à gravois), les bacs de décantation pour le lavage des bennes et des toupies à béton ainsi qu'un bac de nettoyage des roues de camions, ainsi qu'un bac destiné aux déchets nocifs.

2.8 Branchements

L'accès et les dispositions de sécurité du chantier, la consommation d'eau, d'électricité et de téléphone, ainsi que les frais de branchements seront exécutés par l'entreprise du présent lot.

L'entreprise exécutera les raccordements de fluides nécessaires au chantier en relation avec les Compagnies concessionnaires, services techniques de la Mairie, etc. en liaison avec le Maître d'œuvre.

Tous honoraires ou dépenses pour la Maîtrise d'œuvre des services concédés sont à la charge de l'entreprise du présent lot.

2.9 Manutentions, emprises et stockages

Les amenées à pieds d'œuvre des ouvrages et engins, les manutentions et stockage des matériaux, les étalements et les échafaudages ainsi que les plates-formes de travaux (emprise de grue incluse) sont à la charge et sous la responsabilité de l'entrepreneur. Une attention particulière sera portée sur la compatibilité des surcharges apportées éventuellement sur des emprises de planchers.

Toutes précautions doivent être prises pour conforter les emprises des aires de travail et de circulation des engins de chantier. Les aires de stockage et de travail doivent être planes, propres et protégés du public (flèche de grue).

Construction de la Mairie

Maître d'Ouvrage : Commune de Castirla

2.10 Abords et voiries

La nature, l'état des voies, des ouvrages existants et des particularités du site qui pourront être utilisés pendant la période d'exécution des travaux par le entrepreneur, feront l'objet d'un procès-verbal établi contradictoirement à l'ouverture du chantier.

L'entrepreneur aura à sa charge le nettoyage des voies, des trottoirs utilisés tant par ses propres engins et véhicules que par ceux de ses sous-traitants et fournisseurs. Toutes dispositions seront prises pour ne pas endommager les voies d'accès au chantier et leurs maintiens en état de propreté continuellement. L'installation d'au moins une unité de nettoyage des engins roulants devra obligatoirement être installée par l'entrepreneur.

Il aura également à sa charge, sur les voies ouvertes à la circulation, au droit de l'entrée et de la sortie du chantier, la mise en place et l'entretien des panneaux de signalisation routière réglementaires et la fermeture de l'accès lorsqu'il n'est pas utilisé.

Tout manquement de l'entrepreneur à ces obligations entraînerait de plein droit, après constatation et mise en demeure restée sans effet, dans un délai de 24 heures, à la fermeture de l'accès de chantier, le nettoyage des voies ou le rétablissement de la signalisation par une entreprise au choix du Maître d'Œuvre, aux frais exclusifs et dépens de l'entrepreneur.

2.11 Remise en état du terrain et des accès

L'entreprise de Gros Œuvre, aura implicitement à sa charge la remise en état du terrain et de ses abords pour toutes les zones ayant été utilisées pour les installations de chantier, tant celles propres à son entreprise que celles de tous les corps d'état, ainsi que celles utilisées pour les installations communes. Ces travaux seront à exécuter à la demande du Maître d'œuvre, soit en une seule fois, soit par phases successives, en fonction du déroulement du chantier et des interventions des VRD et des aménagements extérieurs.

2.12 Sécurité

L'entrepreneur sera responsable de son chantier à compter de l'ordre de service. D'une façon générale, il devra veiller à ce que soient mis en place tous les dispositifs de sécurité réglementaires et nécessaires à ses travaux, équipements électriques, fixes, mobiles, avec leurs protections, etc.

Il devra vérifier que le personnel utilise les dispositifs de sécurité individuelle. Il peut se faire aider dans sa mission par un spécialiste dûment agréé. En cas de défaut, le maître d'œuvre peut ordonner l'exécution de telle ou telle mesure qu'il estime indispensable, aux frais de l'entrepreneur, sans que celui-ci puisse faire une demande de suppléments de prix ou de délais.

Il devra aussi, se conformer à toutes les demandes et exigences de l'OPPBTP, la CRAM et l'inspection du travail. Il devra en outre préciser tous les moyens de secours et d'évacuation mis en place.

Les mesures à prendre en matière d'hygiène et de sécurité sur le chantier doivent, dans tous les cas, être conformes à la Réglementation du Travail en vigueur et en particulier respecter les prescriptions de la Loi 76.1106 du 6.12.76 et du décret du 8 Janvier 1965.

L'entrepreneur devra suivre toutes les prescriptions du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé. Le Maître d'Œuvre sera intraitable et d'aucune tolérance à ce sujet.

L'application de cette réglementation ne libère pas l'entrepreneur de ses responsabilités en matière d'accident du travail.

2.13 Protection et prévention des accidents

L'entreprise devra se conformer aux règlements de sécurité en vigueur et notamment à la loi du 6 Décembre 1976 et à ses décrets d'application du 9 Juin et 13 Août 1977, loi 93.1418 du 31 décembre 1993, décret n° 94.1159 du 26 Décembre 1994, arrêtés du 7 Mars 1995, elle doit en particulier :

Mettre en place tous dispositifs assurant la sécurité du chantier, des voies publiques et des voies privées.

Mettre en place des gardiens pour toutes interventions sur la voie publique.

Ne pas charger les camions sur la voie publique sauf autorisations particulières obtenues.

Fournir et poser des panneaux de sécurité en voirie, aux sorties de chantier, après avoir obtenu l'autorisation de l'administration compétente.

L'entrepreneur sera tenu pour responsable de tous les accidents de quelque nature qu'ils soient à dater de l'ordre de service de commencer les travaux.

Il doit être titulaire d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile.

Il doit également se conformer au texte approuvé le 11 Juin 1980, par le comité technique national des industries du bâtiment et des travaux publics, concernant les mesures de prévention des accidents et mesures d'hygiène, ainsi qu'aux mesures réglementaires du titre VI du décret du 8 Janvier 1965.

2.14 Sous-traitance

Dans le cas où l'entrepreneur ne posséderait pas les qualifications requises pour la réalisation de l'ensemble des prestations, il fera appel à un sous-traitant possédant les qualifications nécessaires. La sous-traitance des travaux devra être effectuée conformément aux textes en vigueur. Les sous-traitants devront être soumis à agrément du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre.

2.15 Protection des ouvrages

L'entrepreneur est responsable de la protection de l'existant et de ses ouvrages pendant la durée du chantier. Il devra prendre toutes les mesures nécessaires à la protection des chaussées, des terrains mitoyens, des abords immédiats du chantier, des circulations des piétons et autres voies d'accès et mitoyennes suivant les principes à suivre pour la conduite des chantiers sur le site.

En cas de détérioration d'un réseau ou autre ouvrage existant sur les voies publiques ou privées et les mitoyens, l'entrepreneur prendra à sa charge la remise en état de ce réseau ou autre ouvrage existant et des dégâts occasionnés. Le remplacement d'ouvrages existants détériorés ou perdus sera à la charge de l'entrepreneur.

La protection des ouvrages incombe au titulaire, jusqu'à la réception, étant entendu que toutes les dégradations seront réparées à ses frais et par ses soins, remplacement des appareils et fournitures défectueux pour quelque cause que ce soit.

3 REGLEMENTATIONS – NORMES

3.1 Terrassements

Etendue des travaux L'entreprise chargée du présent lot intégrera dans son forfait :

Toutes les démarches nécessaires auprès des services administratifs services concédés ou services privés dont les réseaux pourraient transiter dans la zone d'emprise des travaux,

Toutes les commodités de chantier nécessaires à ses personnels, ainsi qu'une cabane de chantier permettant la tenue des réunions.

Les travaux de terrassements généraux à la charge de l'entreprise comprendront, sauf spécifications contraires explicites portées plus avant :

Les terrassements en déblai et en excavation,

Les terrassements en remblai,

La livraison d'un support propre aux côtes du plan de plateforme,

L'enlèvement de la végétation existante sur le terrain

Le défrichage, débroussaillage,

L'abattage éventuel d'arbres,

Sont également à la charge de l'entreprise la démolition d'ouvrages de surface existants sur le terrain,

Les sols en bétons, pavages, dallages, etc.,

Les petits ouvrages de surface en maçonnerie ou béton tels que murets, bordures, etc.,

Les clôtures de toutes natures,

De manière générale tout obstacle pouvant gêner la réalisation des travaux.

3.2 Documents de référence contractuels Les ouvrages devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur sont applicables, et notamment les suivants :

_ DTU 12 : Terrassements pour le bâtiment.

_ Annexes du fascicule 2 du CCTG.

_ La recommandation pour les terrassements routiers.

_ Fascicule 1 : Établissement des projets et conduite des travaux.

_ Fascicule 2 : Utilisation des sols en remblai et en couche de forme.

_ Fascicule 3 : Compactage des remblais et des couches de forme.

_ Fascicule 4 : Contrôle de l'exécution des remblais et des couches de forme.

_ Normes NF et E

_ Toutes les normes NF applicables aux travaux de la présente entreprise.

_ Loi no 64-1245 du 16 décembre 1964 dont plus particulièrement article 40 concernant la protection des eaux souterraines.

Autres documents contractuels :

Rapport d'étude de sol SETSOL

Rapport initial du bureau de contrôle

PGC du coordonnateur SPS :

3.3 Spécifications et prescriptions techniques Terrassement

3.3.1 Démarches administratives auprès des concessionnaires des réseaux - D.I.C.T.

Etablissement d'une DICT (Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux) :

L'entrepreneur titulaire du présent lot devra, avant d'entreprendre des travaux à proximité de leurs ouvrages ou réseaux souterrains ou aériens situés sur le domaine public ou privé, se fournir l'ensemble des recommandations et prescriptions techniques auprès des exploitants susceptibles d'être concernés par les travaux, à savoir (listes non limitative) :

_ Le service de la voirie du lieu des travaux

_ Le chargé d'exploitation des ouvrages électriques

_ Le centre de câble de la direction du réseau national de France Telecom

_ Centre de construction de ligne de la direction régionale de France Telecom

_ Le gestionnaire du réseau de distribution d'eau

_ Le gestionnaire du réseau d'assainissement

3.3.2 Définition des côtes et niveaux de terrassement :

Ces côtes sont définies aux plans fournis à l'appui du présent dossier :

Plan de géomètre, plans du projet architectural, cote des niveaux, plan de plateforme dressé par le BET de l'entreprise du présent lot.

3.3.3 Relevé topographique du terrain

Les côtes altimétriques du terrain en son état actuel figurent sur les documents graphiques du dossier. L'entrepreneur sera tenu, dans un délai de dix jours à compter de la date prescrite pour le début des travaux, de faire procéder, ou de procéder par ses moyens propres, au contrôle de ce nivellement. Faute d'observations écrites de l'entrepreneur à l'expiration du délai ci-dessus, le nivellement porté sur les documents du dossier sera contractuellement réputé exact.

3.3.4 Travaux préalables aux terrassements

Les travaux préalables aux terrassements sont à la charge de l'entreprise. Les entrepreneurs seront contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, visité le site sur lequel doivent se réaliser les travaux. Lors de cette visite, ils auront pris connaissance de la nature, de l'importance, etc. des travaux préliminaires et travaux généraux à réaliser. Ils auront également parfaitement reconnu la nature et l'état des plantations existantes.

3.3.5 Lieux d'emprunt et de dépôt

Les lieux de dépôt hors site ne sont pas définis au présent CCTP. Les terres excédentaires seront évacuées à la décharge publique. Tous les frais relatifs aux lieux d'emprunt et de dépôt sont à la charge de l'entreprise et sont implicitement compris dans les prix du marché.

3.3.5.1 Exécution des fouilles

Les fouilles seront réalisées par moyens mécaniques, avec finition à la main si des conditions particulières l'exigent. Les engins à utiliser seront adaptés à la nature des terrains et aux conditions de chantier. L'exécution comprendra implicitement toutes sujétions nécessaires, utilisation d'engins spéciaux, emploi de pic, de la masse et pointerolle, du marteau-piqueur, etc.

Les prestations du présent lot comprendront tous mouvements de terre et manutentions, notamment tous jets de pelle, montages, roulages, façon de banquettes, etc. nécessaires dans le cadre de l'exécution des travaux et suivant le cas :

_ pour mise en dépôt des terres devant être réutilisées,

_ pour chargement des terres devant être enlevées.

L'exécution comprendra, le cas échéant, la façon de rampes d'accès nécessaires et leur enlèvement après coup.

3.3.5.2 Parois et fonds de fouille

Les fonds de fouille seront dressés horizontalement ou en pentes suivant un plan (ou des plans successifs) aux cotes du projet. Dans le cas où l'entrepreneur ne prendrait pas toutes les dispositions voulues à ce sujet, tous les frais entraînés par des éboulements éventuels lui seraient imputés.

Si nécessaire, selon les conditions rencontrées, les talus et parois devront être protégés par un film plastique.

3.3.5.3 Blindages et étalements

L'entrepreneur aura à sa charge, sans supplément de prix, tous les blindages et étalements qui s'avéreraient éventuellement nécessaires. Au droit de bâtiments existants ou de profils existants à conserver, il devra être réservé selon le cas.

3.3.5.4 Emploi d'explosifs

L'emploi d'explosifs pour l'exécution des fouilles est interdit. Dans les deux cas ci-dessus, la finition des fouilles devra être réalisée par d'autres moyens.

3.3.5.5 Réalisation des ouvrages

Les spécifications relatives au compactage des sols sont précisées ci-après par référence à une densité à obtenir. En ce qui concerne le compactage et le réglage des talus, le présent CCTP ne précise pas le volume des matériaux constituant l'excédent et leur destination finale.

3.3.5.6 Contrôle

Les contrôles seront assurés par le maître d'œuvre ; Il appartiendra à l'entrepreneur de définir la nature et la fréquence des essais, ainsi que la méthode de contrôle, et de les proposer au maître d'œuvre ; ce dernier pourra, s'il le juge nécessaire, demander à l'entrepreneur de modifier les modalités proposées. En ce qui concerne les essais complémentaires que le maître d'œuvre pourra à tout moment exiger de l'entrepreneur, les frais entraînés seront :

_ à la charge de l'entrepreneur si les résultats des essais lui sont défavorables ;

_ à la charge du maître d'ouvrage, dans le cas contraire.

3.1.6 Objets trouvés et découvertes fortuites

Objets d'intérêt historique ou présentant un danger : L'entrepreneur devra informer immédiatement le Maître d'Ouvrage ainsi que le Maître d'Œuvre de toute découverte fortuite d'objets et arrêter les travaux. Pour l'enlèvement et la conservation de ces objets trouvés, l'Entrepreneur devra se soumettre à toutes les prescriptions qui lui seront faites. L'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité à l'occasion de ces arrêts, néanmoins le délai contractuel des travaux sera prolongé du ou des temps d'arrêts. L'entrepreneur est tenu d'aviser le Maître d'Œuvre par lettre recommandée des arrêts. De plus, il est rappelé que les entreprises sont astreintes à respecter la législation sur les découvertes fortuites (titre III de la loi validée le 27 septembre 1941, réglementant les fouilles et l'article 257.1 du Code Pénal). Toute découverte de vestiges ou de mobiliers archéologiques devra être immédiatement signalée au Service Régional de l'Archéologie, celui-ci envisagera les mesures à prendre pour permettre la poursuite des travaux sans compromettre l'étude des vestiges découverts. L'entreprise qui dérogera à cet article, supporterait l'intégralité des conséquences des recours qui pourraient être pris à l'encontre du Maître d'Ouvrage.

L'entrepreneur devra alors respecter toutes les instructions qui lui seront données à ce sujet. L'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité à l'occasion de ces arrêts, néanmoins le délai contractuel des travaux sera prolongé du ou des temps d'arrêts. L'entreprise qui dérogera à cet article, supporterait l'intégralité des conséquences des recours qui pourraient être pris à l'encontre du Maître d'Ouvrage.

4 DESCRIPTION DES TRAVAUX DU PRESENT LOT

L'entrepreneur doit tous les travaux qui lui sont nécessaires pour réaliser ses ouvrages, en terrain de quelque nature que ce soit, y compris l'évacuation en décharge des déblais excédentaires et impropre à leur réutilisation.

4.1 Démolitions

4.1.1 Démolition de la ruine existante :

Démolition du bâtiment existant avec le plus grand soin. Mise en sécurité du site et toute disposition comprise. Une partie des pierres jugées de bonne qualité sera stockée pour être remployés. Les excédents de démolition seront évacués aux décharges publiques par l'entrepreneur du présent lot.

Le prix indiqué par l'entreprise tiendra compte de la nature du bâtiment existant à démolir, qu'elle aura pu reconnaître par sondages avant d'établir son prix, y compris la présence d'éléments en BA et autres.

Réglementation de référence : DTU 12

Localisation : Bâtiment existant emprise projet

4.1.2 Démolition de la fontaine existante :

Démolition avec le plus grand soin. Mise en sécurité du site et toute disposition comprise. Une partie des éléments jugés de bonne qualité sera stockée pour être remployés. Les excédents de démolition seront évacués aux décharges publiques par l'entrepreneur du présent lot.

Le prix indiqué par l'entreprise tiendra compte de la nature de l'ouvrage à démolir, qu'elle aura pu reconnaître par sondages avant d'établir son prix, y compris la présence d'éléments en BA et autres.

Réglementation de référence : DTU 12

Localisation : Fontaine existante

4.1.3 Stockage des pierres

Stockage des pierres conservées pour réutilisation en parement de façade ou en murets.

Réglementation de référence : Sans Objet.

Localisation : Sans Objet.

4.1.4 Stockage des éléments de la Fontaine

Stockage des éléments de la Fontaine conservés pour réutilisation dans la future Fontaine.

Réglementation de référence : Sans Objet.

Localisation : Sans Objet.

4.2 Terrassement Généraux - Fouilles pour Fondations

4.2.1 Décapage du Terrain :

Terrassements généraux en pleine masse. Décapage général de la surface de l'emprise du projet, arrachage et enlèvement des végétaux éventuels. Mise à niveau général et terrassement préparatoire pour décaissement final avant travaux de GO. L'excédent des déblais provenant des terrassements seront chargés et transportés à la décharge publique.

Réglementation de référence : DTU 12

Position: Emprise générale du projet

4.2.2 Terrassement généraux :

L'entrepreneur doit l'exécution des terrassements de masse en terrain de toute nature. Voir le rapport d'étude de sol établi par « xx » en date du xx/xx/2013 avec la référence n° xx

Terrassements en coordination avec le lot Gros Œuvre. Cette intervention devra faire l'objet d'une note méthodologique validée par le bureau de contrôle. La prestation comprend :

- La protection des parois, des talus et têtes de talus, contre les intempéries susceptibles de diminuer les caractéristiques géotechniques du terrain.
- L'épuisement des eaux de pluie, d'infiltration ou de ruissellement par tous les ouvrages provisoires d'assainissement tels que drains, rigoles, puisards de recueillement ou absorbants, pompage.
- L'enlèvement des tuyauteries, souches et canalisations existantes rencontrées dans les fouilles, après s'être assuré avant qu'elles soient hors de service.
- Les démolitions et enlèvement à la décharge de tous les ouvrages rencontrés dans les fouilles.
- Les sujétions de transport et de manutention des matériaux de déblais ou de remblais dans l'enceinte du chantier.
- Le transport et le dépôt à la décharge publique de tous les matériaux de toutes natures autres que ceux prévus pour les remblais compris frais et droits de décharge éventuels.

L'entrepreneur prendra possession du terrain, dans l'état dans lequel il se trouve. Après prise de possession du terrain, l'entrepreneur procédera au nettoyage (préparation) sur l'emprise du terrain, puis aux terrassements en masse de l'ensemble des plates-formes du bâtiment, par tous moyens qu'il jugera appropriés à la nature du terrain, aux terrassements à effectuer et aux sujétions qui découlent de l'environnement.

L'entrepreneur devra signaler au Maître d'Ouvrage toutes les canalisations en service qui devraient être déviées et conservées afin que celui-ci établisse les ordres de service nécessaires.

Construction de la Mairie

Maître d'Ouvrage : Commune de Castirla

Les ouvrages en infrastructures seront coulés contre terre, par passe alternée, ou par la mise en œuvre d'une paroi type micro berlinoise. L'entreprise devra donc prévoir toutes les sujétions dans son prix pour les différentes phases de terrassement pour les ouvrages enterrés.

Les talus seront réglés en phase provisoire selon les préconisations du rapport géotechnique, sauf avis contraire au vu de la nature du sol, c'est à dire à 3/2 au sein des remblais, des colluvions et des altérations peu compactes, et à 1/1 dans les altérations compactes et marnes argileuses. L'entrepreneur doit prévoir leur protection ci-nécessaire en phase provisoire (mise en œuvre d'un polyane).

Dans le cas où l'entrepreneur ne prendrait pas toutes les dispositions voulues à ce sujet, tous les frais entraînés par des éboulements éventuels lui seraient imputés.

L'entrepreneur doit la protection des plates-formes et l'évacuation des eaux, la protection et la tenue des talus par tous les moyens appropriés afin d'éviter tout éboulement et désordre sur les concédés, sur la voie publique et sur les mitoyens.

L'utilisation de moyens lourd type BRH sera sujette à accord de la Maîtrise d'Œuvre. L'utilisation d'explosif est interdite.

La Maîtrise d'Œuvre conserve la prérogative de récuser tel procédé de l'entreprise qui ne donnerait pas satisfaction tout de vue de la qualité des produits en vue de leur réutilisation que de leur cadence d'exécution ou des nuisances qu'ils pourraient engendrer.

Il est bien précisé à l'entrepreneur que sa proposition est GLOBALE ET FORFAITAIRE et qu'il ne sera admis aucune réclamation POUR QUELQUE CAUSE QUE CE SOIT.

L'entrepreneur aura à sa charge sans supplément de prix, tous les blindages et étalements qui s'avéreraient éventuellement nécessaires.

4.2.3 Fouilles pour fondations

Les terrassements en trous seront exécutés à la main ou aux engins mécaniques et seront descendus jusqu'au bon sol. L'emploi d'explosif est interdit. Une partie des déblais sera stockée pour être remployée en remblais, et les excédents de déblais seront évacués aux décharges publiques par l'entrepreneur du présent lot.

Les terrassements en tranchées seront exécutés à la main ou aux engins mécaniques. Toutes précautions seront prises pour éviter les éboulements le long des lignes divisaires. Une partie des déblais jugés de bonne qualité sera stockée pour être remployée en remblais, et les excédents de déblais seront évacués aux décharges publiques par l'entrepreneur du présent lot.

Le prix indiqué par l'entreprise tiendra compte de la nature du terrain qu'elle aura pu reconnaître par sondages avant d'établir son prix, y compris la présence d'eau ou de roche

Réglementation de référence : DTU 12

Position: Emprise générale du projet / Semelles filantes et isolées, longrines pour fondations, regards, fosse ascenseur, etc

4.2.4 Tranchées pour Réseaux et regards EDF - Téléphone - AEP - EP - Assainissement

Exécutées dans terrain de toute nature (à la main ou à l'engin mécanique), y compris chargement des déblais, évacuation à la décharge publique et toutes sujétions particulières (Brise roche, etc.).

Les travaux comprennent :

Terrassement en tranchée ; fourniture et pose des réseaux et des regards ;

Dressage du fond de fouilles pour pose des réseaux et des regards ;

Remblais soigné au droit après pose des réseaux et des regards ;

Réfection du revêtement bitume à l'identique y compris toutes sujétions au droit si nécessaire.

L'excédent des déblais provenant des terrassements seront chargés et transportés à la décharge publique.

Réglementation de référence : D.T.U. 12/13.1/13.2

Position: Réseaux Assainissement et regards.

Réseau collecteur assainissement et regard.

Réseaux Adduction Eau Potable et regard.

Réseaux EDF et regard.

Réseaux FT et regard.

NOTA : Parallèlement, il sera défini un taux de travail du sol et une côte altimétrique de travail et de position des éléments de réseaux et des regards.

4.2.5 Evacuation des terres excédentaires

Evacuation aux décharges publiques ou privées des déblais excédentaires, des matériaux non utilisables extraits des terrassements ou jugés impropres provenant des terrassements. La prise en charge des matériaux, leur transport et leur décharge au lieu de dépôt.

Réglementation de référence : DTU 12

Position: Sans Objet

4.2.6 Evacuation des gravats des démolitions

Evacuation aux décharges publiques ou privées des déblais excédentaires, des matériaux non utilisables extraits des terrassements ou jugés impropres provenant des terrassements. La prise en charge des matériaux, leur transport et leur décharge au lieu de dépôt.

Réglementation de référence : DTU 12

Position: Sans Objet

NOTA : les remblais seront réalisés avec le plus grand soin :

✂ Les remblais seront exécutés par couches successives horizontales d'une épaisseur de 0,30 m avant tassement, conformément aux Normes et capacité des engins mécaniques employés.

✂ A exécuter pour le remplissage des fouilles intérieures et extérieures, après exécution des ouvrages de fondations, longrines, puits, fosses, etc...

✂ Le remblai doit être constitué de matériau d'apport de qualité, mis en place par couches successives de 30cm et compacté, pour obtenir 95 % du Proctor modifié.

Construction de la Mairie

Maître d'Ouvrage : Commune de Castirla

4.2 Dossier des Ouvrage Exécutée (DOE)

Le contenu du Dossier des Ouvrages Exécutés, éventuellement précisé dans les pièces particulières à chaque lot, comprendra au minimum les pièces décrites ci-après. Le nombre d'exemplaires, et les types de support, sont précisés dans les pièces générales du marché.

A défaut de précision, il sera prévu 5 exemplaires papiers et un CD-Rom.

Contenu du DOE

Le dossier sera décomposé en 5 sous-dossiers et un CD-Rom.

Les Entrepreneurs de tous les lots devront fournir les plans d'exécutions de leurs ouvrages qu'ils soumettront pour approbation au Maître d'œuvre et au bureau de contrôle. A la fin du chantier, ils établiront les plans de récolement de tous les ouvrages exécutés et les remettront impérativement au Maître d'œuvre une semaine avant la réception des travaux.

Ce dossier comprend l'ensemble du dossier d'exécution avec plan de récolement de l'entrepreneur : PEO, PAC, notes de calcul, schémas généraux et de détails, schémas fonctionnels, schémas électriques, etc... L'ensemble de ces documents porte de manière explicite la mention « Document conforme à l'exécution » dans le cartouche.

Toutes ces pièces devront être remises une semaine avant la date prévue pour la réception des travaux.

Le dossier des matériaux et essais en **langue française**, comprenant :

- Les fiches techniques des matériaux et matériels,

- Leurs PV de toute nature (classements au feu, PV CF, certificats matière, etc...),

- Les procédures d'agrément particulières (ATEX, BBC Effinergies,...),

- Les certificats d'essais réglementaires éventuels (Coprec, Consuel, analyse d'eau, etc...),

- Les certificats de qualité de mise en œuvre éventuels,

- Les fiches d'essais internes ou externes de toute nature, fiches d'autocontrôles,

- Les rapports de formation des utilisateurs éventuels. _ La synthèse d'étude thermique

- Le dossier maintenance, comprenant les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre (en langue française).

- Les notices, plans, documents nécessaires au fonctionnement de la maintenance et l'entretien des ouvrages.

5 Cadre du DPGF

Les entreprises devront répondre à l'appel d'offres en suivant l'ordre établi du cadre de bordereau, même s'il est fait en application de saisie informatisée. Les rajouts des articles et sous articles seront insérés aux ouvrages correspondants.

Toute variante sera annexée, en complément des documents de base, et devra être présenté avec le même cadre de bordereau, en reprenant les mêmes articles.

A , Le 2017

Mention manuscrite

"Lu et approuvé"

Signature et cachet de l'entrepreneur

Construction de la Mairie de Castirla
Maître d'ouvrage : Commune de Castirla

DPGF

N°	Désignation des Ouvrages	Unités	Quantité MCE	Quantité Entreprise	Prix Unitaire	Total
01 Démolitions - Terrassement						
01.1	Démolitions					
	Démolition de la Ruine existante	Ens.	1			
	Démolition de la Fontaine existante	Ens.	1			
	Stockage des pierres de la Ruine existante	Ens.	1			
	Stockage des éléments de la Fontaine existante	Ens.	1			
01.2	Terrassements et fouilles					
	Décapage du terrain	m2	300			
	Terrassements généraux	m3	1000			
	Fouilles pour semelles de fondations, plots et fosse	m3	90			
	Fouilles pour réseaux / Reprise sur voiries	m3	10			
	Evacuation des terres	Ens.	1		Pour Mémoire	
	Evacuation des gravats des demolitions	Ens.	1		Pour Mémoire	
TOTAL					H.T. T.V.A. 10 % T.T.C.	

Les Quantités sont données à titre indicatif.
Les quantités doivent impérativement être calculées et vérifiées par l'Entreprise sous sa seule responsabilité.
L'entreprise s'engage sur un marché à montant global et forfaitaire.

A, le 2017

A, le 2017

L'Entrepreneur

Signature et Cachet de l'Entreprise
 précédé de la mention "Vérifié, Lu et Approuvé"

Le Maître d'Ouvrage